

Violence et paix

INTRODUIT PAR MARTINE HOSSELET-HERBIGNAT

Aujourd'hui, le sentiment que l'insécurité et la violence augmentent est l'une des grandes préoccupations des pouvoirs publics, des agences intergouvernementales, comme de la société civile dans le monde. Dans de nombreux cas, les réponses données suivent la pente de la peur et de la méfiance de l'autre et conduisent trop souvent à des politiques de contrôle ou de sécurité, à l'application de sanctions plus drastiques, ou à la culpabilisation des plus pauvres et, finalement, à une violence institutionnelle qui renforce l'exclusion.

Depuis ses débuts au camp de Noisy-le-Grand, le Mouvement ATD Quart Monde dénonce la violence faite aux pauvres.

Dans son avis adopté par le Conseil économique et social français, il y a vingt-cinq ans, le père Joseph Wresinski a défini la grande pauvreté comme un cumul de précarités persistant, qui empêche les individus d'assumer leurs responsabilités et de jouir de leurs droits sans soutien extérieur.

Un tel état, par définition, fait violence aux personnes, puisqu'il les met dans une situation où elles ne sont plus protégées par le droit. Elles sont dans l'obligation d'assumer les devoirs définis par la loi et par la coutume, sans en avoir les moyens. Plus encore, on leur dénie très souvent tout sens de responsabilité pour elles-mêmes et pour les autres. Considérées comme fautives, elles deviennent la cible de violences estimées légitimes. Trois ans de recherche ont été nécessaires, pour aboutir au colloque à l'Unesco de fin janvier 2012, avec des séminaires régionaux tenus à Grand Baie (Île Maurice), Munich (Allemagne), Lima (Pérou), Frimhurst (Royaume-Uni), Pierrelaye (France) et Dakar (Sénégal). Les acteurs de ce processus sont des personnes et des populations que la situation de pauvreté oblige tous les jours à faire face à des violations de leurs droits fondamentaux, et d'autres qui n'ont pas les mêmes conditions de vie. Leurs travaux ont ouvert un espace pour questionner et réajuster nos différentes manières de penser la misère, la violence et la paix. Notre dossier donne de larges échos aux divers acteurs et intervenants qui ont pris part au processus depuis trois ans.

Faire sens pour les acteurs de premier rang est un premier résultat. Ceux-ci visent maintenant à élargir le dialogue de façon à ce que cette réflexion, en cours de construction, encore fragile, puisse soutenir la prise de conscience et l'action de tous.

Certains espoirs sont permis puisque le Département des Affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies, en charge de la journée du 17 Octobre¹ vient de choisir pour thème en 2012 : « *Ending the violence of Extreme Poverty: Promoting empowerment and building peace*² ». ■

1. Journée mondiale du refus de la misère.

2. Traduction : « Mettre fin à la violence de la misère : s'appuyer sur les capacités de tous pour bâtir la paix ».